

### *Contexte :*

- L'écologie est l'une des préoccupations majeures des français, et en particulier des jeunes comme le montrent une étude récente et la popularité des marches pour le climat. L'université comme lieu d'accueil et de formation des « générations futures » ne peut ignorer cette « éco-anxiété » et doit contribuer à proposer des solutions tout en prenant sa part de responsabilité dans la lutte contre le réchauffement climatique.
- L'actualité est par ailleurs marquée par la forte hausse des prix de l'énergie qui a un impact vraiment important sur le pouvoir d'achat des individus et dans une moindre mesure sur les dépenses incompressibles des collectivités et organismes publics, dans un contexte de disette budgétaire. S'impliquer pour réduire nos consommations énergétiques est doublement gagnant, que ce soit du point de vue financier, ou environnemental en réduisant nos émissions de gaz-à-effet de serre.
- Enfin, la région des Hauts-de-France est un territoire particulièrement marqué par des inégalités et vulnérabilités sociales, sanitaires et environnementales, historiques qui sont fortement intriquées entre elles et qui, abordées ensemble, de manière transversale dans tous les secteurs de la vie universitaire, peuvent être conjurées pour apporter un mieux-être à tous, personnels et étudiants. L'université et la recherche publiques ont donc un rôle essentiel à jouer, prioritairement au service de nos étudiants et personnels ainsi que des populations du territoire.

### *La politique actuelle de développement durable de l'UDL :*

- Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale, l'Université s'est engagée sur plusieurs chantiers en lien avec l'environnement, que nous saluons : carte carbone, fresque du climat, démarche *zero waste*, réseau de référents zéro carbone, garages à vélo. Toutefois, aucun suivi ou bilan ne permet d'apprécier la réalisation de ces projets. Ces mesures, disparates, ne permettent pas d'identifier une réelle stratégie qui prendrait au sérieux la question de l'urgence écologique. La mise à l'agenda de ce défi planétaire ne saurait relever d'une simple politique d'affichage. Nous restons en attente du bilan d'activité du chargé de projet « sobriété énergétique » dont le recrutement a été annoncé à la rentrée 2019.
- Par ailleurs, l'absence de publicité du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) de l'Université, diagnostic nécessaire à la définition d'un programme d'action, est regrettable. Le BEGES qui est une obligation réglementaire et qui doit en principe être révisé tous les trois ans (le dernier date de 2015), doit être urgemment réalisé et publié car il constitue une source d'informations précieuse sur l'empreinte écologique de notre établissement.
- Enfin, les solutions du type compensation doivent être présentées pour ce qu'elles sont : trop anecdotique pour ne pas dire un échec. Ainsi, le Projet 2020 qui prévoyait la compensation de l'impact carbone généré lors des déplacements aériens des membres de la communauté universitaire par la plantation en 2019-2020 « de plus de 1000 arbres et arbustes sur ses campus » paraît une douce chimère sur le plan de la lutte contre le changement climatique.

### *Nos propositions : afficher l'urgence climatique et écologique, s'engager dans la sobriété énergétique*

- **Intégrer systématiquement la question écologique.** Dépasser le référentiel trompeur du « développement durable » et déclarer l'université en « état d'urgence climatique et écologique » comme l'on fait certaines universités outre-manche. Cette déclaration, hautement symbolique, doit se traduire par l'intégration de la question écologique, dans nos réflexions sur tous les secteurs de la vie universitaire.
- **Soutenir la recherche et développer les enseignements** sur les enjeux écologiques et environnementaux.
- **Etre cohérent et vigilant dans nos partenariats.** L'université de Lille doit devenir la locomotive de notre territoire ne serait-ce que par les savoirs qu'elle produit. S'engager contre le réchauffement climatique implique en symétrie d'analyser scrupuleusement tout partenariat avec des entreprises qui

polluent la planète et écrasent, voire détruisent, toutes les formes de vie. Un code éthique permettra, pour une université enfin « en état d'urgence climatique et écologique », d'évaluer la pertinence des conventions avec des entreprises comme Bayer/Monsanto, la grande distribution (production manufacturière délocalisée, extractivisme associé) ou encore les établissements bancaires qui financent les énergies fossiles.

- **Améliorer notre cadre de travail.** Le bâtiment étant l'un des secteurs les plus énergivores, tous les efforts de rénovation (enveloppe des bâtiments, ventilation, chauffage, solaire thermique,...) doivent être soutenus en lien avec le diagnostic réalisé par le Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière 2021-2025 et en application des principes du manifeste Negawatt, reconnu par l'Ademe. Le premier bénéficiaire sera une hausse de confort thermique, soit un meilleur cadre de travail pour tous et une diminution sensible des risques sanitaires.

- **Améliorer notre cadre de travail encore.** Les réflexions sur « l'optimisation des ressources surfaciques » devraient être l'occasion de réfléchir aux solutions d'intensification des usages. Par exemple, les restaurants universitaires qui sont employés à heures fixes et restreintes pourraient servir de lieux de coopération entre les heures de pointes, ce qui doit être accompagné du recrutement, en partenariat avec le CROUS, des gestionnaires de ces lieux sans recourir à l'externalisation.

- **Améliorer notre cadre de travail toujours.** L'amélioration de notre cadre de travail passe aussi par la végétalisation, autant que faire se peut, de nos infrastructures, car les prévisions climatiques ne laissent aucun doute, les canicules se multiplieront dans les Hauts-de-France, comme ailleurs. Arbres et points d'eau en plus de pouvoir constituer un habitat pour des animaux et de leur valeur esthétique, rafraîchiront l'atmosphère.

- **Réaliser un bilan carbone de nos laboratoires à partir de l'outil « Labos 1.5 ».** Le travail de bilan peut sembler ardu, mais il permettra d'ajuster les stratégies à une échelle plus micro et des outils, très didactiques et en libre accès existent comme l'outil « Labos 1.5 » proposé par le CNRS, l'INRAE et l'ADEME. Étendre la démarche aux composantes.

- En terme de **mobilité, promouvoir auprès des personnels et étudiants les modes de transport doux.** Proposer des alternatives à la voiture individuelle. Plateforme web UDL de co-voiturage, brocantes vélos et accessoires, stations de réparation des vélos sur tous les campus et ateliers de réparation à jour fixe, arceaux et places à couvert, informer sur les aides financières à la mobilité douce pour les personnels et étudiants, encourager l'usage des transports en commun...

- **Revoir les pratiques de déplacement lors des missions professionnelles.** Contrairement à ce qui a été déclaré lors de la rentrée 2019-2020, nous ne croyons pas que « les déplacements aériens sont à la fois très peu substituables mais aussi difficilement évitables ». Faisons notre, la proposition de la Convention citoyenne pour le climat, et refusons l'avion quand « il existe une alternative bas carbone satisfaisante en prix et en temps (sur un trajet de moins de 4h) ».

- **Favoriser la consommation durable et circuits courts** (étendre les partenariats existants avec des AMAP et producteurs agricoles pour qu'ils puissent venir vendre en direct DANS les campus).

- **Développer une économie circulaire**, de la réparation et du recyclage (matériel informatique et numérique des personnels et étudiant.es, vélos, bourses livres et vêtements, etc...).

- **Mieux informer** : publication de la stratégie de lutte contre le changement climatique et de transition écologique, mise en ligne des documents règlementaires tel que le BEGES...

- **Améliorer nos pratiques de travail**, par exemple avec des formations sur les usages du numérique : hybridation – énergivore – des enseignements et amélioration en trompe l'œil du bilan carbone (externalisation), envois de « fichiers lourds », gestion des boîtes électroniques, incitation à la sobriété des courriels...

#### Sources :

- ADEME (2020), *Représentations sociales du changement climatique : 21<sup>ème</sup> vague*, <https://librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/4057-representations-sociales-du-changement-climatique-21-eme-vague.html>

- Climibio, *Livre blanc - Outil d'aide à la décision: pour une meilleure prise en compte des enjeux du changement climatique en région Hauts-de-France*, <https://climibio.univ-lille.fr>

- Le Monde, « Les trois quarts des 16-25 ans dans dix pays, du Nord comme du Sud, jugent le futur « effrayant », 14 septembre 2021 ;

- Reporterre, « Les jeunes sont terrifiés par la crise climatique... et l'inaction des gouvernants », 14 septembre 2021.

- <https://labos1point5.org/>

- <https://www.bayer.fr/fr/inclusion-permettre-aux-diversites-de-sexprimer>

- <https://handitheque.univ-lille.fr/accueillir-les-etudiants-en-situation-de-handicap/laccompagnement-a-luniversite-de-lille/>

- Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUÉ), 2014, *Verdir les Universités : boîte à outils V2.0* : <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/11964/Greening%20University%20Toolkit%20V2.0.pdf?sequence=1&isAllowed=y>